

*Projet présenté par le Conseil d'Etat*

*Date de dépôt: 23 octobre 2003*

*Messagerie*

## **Projet de loi**

**attribuant une subvention extraordinaire de fonctionnement de 300 000 F en 2003 et une subvention cantonale annuelle de 350 000 F pour 2004 et 2005 à la Fondation Suisse du Service Social International**

Le GRAND CONSEIL de la République et canton de Genève décrète ce qui suit :

### **Chapitre 1 Subvention extraordinaire de fonctionnement**

#### **Art. 1 Subvention extraordinaire de fonctionnement**

Une subvention extraordinaire de fonctionnement de 300 000 F est accordée en 2003 à la Fondation Suisse du Service Social International.

#### **Art. 2 Budget de fonctionnement**

Cette subvention ne figure pas au budget de fonctionnement 2003. Elle sera comptabilisée en 2003 sous la rubrique 36.00.00.365.50.

### **Chapitre 2 Subvention de fonctionnement**

#### **Art. 3 Subvention de fonctionnement**

Une subvention annuelle de 350 000 F est accordée, pour les exercices 2004 et 2005, à la Fondation Suisse du Service Social International.

#### **Art. 4 Budget de fonctionnement**

Cette subvention est inscrite au budget de fonctionnement dès 2004 sous la rubrique 36.00.00.365.50.

## **Chapitre 3            Dispositions finales et transitoires**

### **Art. 5            Buts**

Cette subvention permet d'accorder le soutien financier nécessaire à la Fondation Suisse du Service Social International pour poursuivre ses activités auprès de la population genevoise et assurer sa pérennité.

### **Art. 6            Durée**

La subvention prend fin à l'échéance de l'exercice comptable 2005.

Avant toute demande de renouvellement par le biais d'un projet de loi, la Fondation présente un rapport d'évaluation.

### **Art. 7            Loi sur la gestion administrative et financière de l'Etat**

La présente loi est soumise aux dispositions de la loi sur la gestion administrative et financière de l'Etat de Genève du 7 octobre 1993, et de la loi sur la surveillance de la gestion administrative et financière et l'évaluation des politiques publiques du 19 janvier 1995.

### **Art. 8            Entrée en vigueur**

La présente loi entre en vigueur le lendemain de sa promulgation dans la Feuille d'avis officielle.

Certifié conforme

Le chancelier d'Etat : Robert Hensler

## **EXPOSÉ DES MOTIFS**

Mesdames et  
Messieurs les députés,

Existant depuis 1932, la branche suisse du Service Social International (ci-après SSI-CH) a pour mission de venir en aide aux enfants et aux familles séparés par-delà les frontières, lorsque ceux-ci, en raison d'une migration volontaire ou forcée ou d'autres problèmes sociaux de caractère international, doivent faire face à des difficultés personnelles ou familiales nécessitant une intervention socio-juridique coordonnée dans deux pays au moins, dont la Suisse.

En mai 1994, le SSI-CH s'est constitué en Fondation, afin de mieux asseoir ses activités et d'élargir sa représentativité en direction des milieux politiques, économiques, juridiques et sociaux. Depuis lors, le SSI-CH a connu un essor dans son développement et une saine situation financière.

En 2001, la Fondation a ouvert un bureau à Zurich, en vue d'augmenter sa visibilité en Suisse alémanique, et elle a également mis sur pied un secteur projets, chargé de mener à bien plusieurs programmes de prise en charge de mineurs et de jeunes adultes en Europe de l'Est, en coopération avec la direction du développement et de la coopération (DDC), du département fédéral des affaires étrangères (DFAE), ainsi que divers séminaires de formation en Suisse et à l'étranger.

La Fondation compte aujourd'hui 5 assistants sociaux (400 %), 2 avocats (180 %), 2 responsables de projets (150 %), 1 documentaliste (50 %), 1 collaborateur communication (50 %) et 5 collaborateurs administratifs (350 %), représentant au total 11,8 postes.

Les problématiques traitées par le SSI-CH concernent ainsi principalement l'adoption internationale, la recherche des origines, les droits parentaux, les enlèvements internationaux d'enfants, les pensions alimentaires et le droit des étrangers, avec un accent tout particulier mis sur la prévention, notamment par le biais d'une consultation, unique en Suisse romande, destinée aux couples binationaux, toujours plus nombreux dans notre pays.

Ce travail juridique et social transnational s'effectue par le biais du réseau international du SSI, présent dans plus de 130 pays. Il a pour cadre juridique diverses conventions internationales ratifiées par la Suisse dans les domaines précités, et en particulier la Convention relative aux droits de l'enfant, dont les dispositions doivent prévaloir également pour les enfants déplacés par-delà les frontières.

Bien que le SSI-CH dispense ses services dans l'ensemble de la Suisse, les résidents du canton de Genève s'en attribuent près de la moitié. Ainsi, sur un total de 937 situations traitées en 2001, 444 émanaient de Genève (services publics, organismes d'entraide et particuliers). Cet état de fait s'explique notamment par le caractère international de notre canton et les problèmes spécifiques qui y sont liés, ainsi que l'implantation du siège et de l'essentiel des collaborateurs du SSI-CH à Genève, connus dans les milieux professionnels et privés concernés pour leurs services spécialisés uniques en Suisse romande.

Le tableau ci-dessous répartit les 444 dossiers traités en 2001 par types de problèmes. La répartition sera vraisemblablement très proche en 2002.

	<b>Domaines d'activité</b>	<b>Nombre</b>	<b>Interventions brèves</b>	<b>Dossiers</b>
a	Adoption internationale	<b>29</b>	<b>12</b>	<b>17</b>
b	Recherche des origines	<b>18</b>	-	<b>18</b>
c	Migration	<b>119</b>	<b>35</b>	<b>84</b>
d	Assurances sociales	<b>3</b>	-	<b>3</b>
e	Couples binationaux	<b>29</b>	<b>29</b>	-
f	Droits des étrangers	<b>104</b>	<b>15</b>	<b>89</b>
g	Droits parentaux	<b>27</b>	-	<b>27</b>
h	Enlèvements d'enfants	<b>5</b>	-	<b>5</b>
i	Protection de l'enfant	<b>22</b>	-	<b>22</b>
j	Pensions alimentaires	<b>6</b>	-	<b>6</b>
k	Divers	<b>5</b>	<b>5</b>	-
	<b>Total</b>	<b>367</b>	<b>96</b>	<b>271</b>
	CMT (Coordination des Mandats Tutélaire)	<b>77</b>	<b>77</b>	
	<b>Total</b>	<b>444 dossiers</b>		

## La situation financière du SSI-CH

A l'heure actuelle, les activités de la Fondation ne sont que très partiellement couvertes par les pouvoirs publics. Par le biais du réseau international du SSI, sont mises à disposition de tous, des prestations transnationales spécialisées et professionnelles, prestations qui s'avèrent indispensables dans l'optique de la prévention des conflits, de la protection des enfants et des familles et de l'aide à leur apporter pour surmonter les difficultés pouvant être rencontrées même au-delà des frontières.

Les activités du SSI-CH sont financées partiellement :

- par les bénéficiaires (services cantonaux et communaux, services privés et particuliers solvables);
- par des montants forfaitaires versés sur la base de conventions de prestations ou de la clef de répartition (Confédération et cantons) fixée par la Conférence des Directeurs Cantonaux des Affaires Sociales (CDAS);
- par les apports de donateurs privés et de la Loterie Romande.

Néanmoins, ces trois sources de financement ne suffisent plus à couvrir les charges depuis que le Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR) a dû revoir ses dépenses à la baisse en Europe de l'ouest et a totalement cessé de subventionner le SSI-CH, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2000. C'est ainsi que, malgré tous ses efforts, la Fondation a enregistré un déficit sur les exercices 2000 (172 128 F, couverts par dissolution de réserves) et 2001 (314 209 F, couverts par dissolution des dernières réserves) et que le déficit pour 2002 s'est élevé à 101 956 F en dépit d'une dissolution d'une provision pour couverture du déficit et d'une contribution extraordinaire de l'Etat de Genève de 175 000 F (voir ci-joint les comptes de l'exercice 2002). La couverture du déficit ne pourra plus être assurée ni par les réserves – qui sont épuisées – ni par les donateurs privés (Fondation Mercator), lesquels conditionnent un nouveau soutien à un engagement équivalent au leur de la part des collectivités publiques.

Le SSI-CH s'est donc tourné vers le principal bénéficiaire de ses prestations : l'Etat de Genève. A l'instar des autres collectivités publiques, celui-ci se doit d'assurer les engagements internationaux de la Suisse et de contribuer à la mise en œuvre du droit interne. Le Conseil d'Etat considère en conséquence qu'il est normal que le canton subventionne d'une part les demandes transmises par ses services, et d'autre part, celles émanant de particuliers insolubles résidant sur sol genevois, représentant 210 cas en moyenne par an.

La participation actuelle du canton consiste en une subvention annuelle de 50 000 F du département de l'action sociale et de la santé publique (DASS, rubrique 84.11.00.365.12) qui concerne l'appui apporté par le SSI à des personnes majeures et de 9 000 F de la Ville de Genève (25 000 F dès 2003). Malgré ces aides, l'existence de la branche suisse du SSI est en danger. A défaut d'un soutien financier plus important, le SSI-CH serait ainsi dans l'obligation de réduire, voire de cesser ses activités. Une partie de ces activités devraient être alors reprises par les services de l'Etat, ce qui engendrerait des coûts assez importants.

Afin de garantir une meilleure visibilité de l'aide financière de l'Etat de Genève auprès de cet organisme, le crédit annuel de 50 000 F inscrit au DASS jusqu'en 2003 est intégré au département de l'instruction publique pour atteindre une subvention annuelle totale de 350 000 F.

En dehors du suivi de situations individuelles, le SSI mène à bien divers projets, notamment dans le domaine du renforcement du réseau SSI dans des régions en développement. Ces projets ont une durée limitée et sont conduits uniquement si leur financement est assuré afin d'éviter de peser sur le compte de fonctionnement de la fondation. C'est dans ce cadre que le SSI mène un projet spécifique de formation intitulé « Mineurs en déplacement et structures d'accueil en Afrique de l'Ouest » pour la période 2002 à 2004. Le financement est assuré par une fondation privée et par le Service de la solidarité internationale du département de l'économie, de l'emploi et des affaires extérieures (DEEE) pour un montant de 60 000 F en 2003 et 57 000 F en 2004.

Au surplus, le SSI, présent à Genève depuis de nombreuses années, a constitué une équipe très spécialisée en la matière et dont l'expertise n'est plus à prouver. Cette équipe est au service de la population et son souci est de mettre à disposition un service de prévention accessible en permanence aux particuliers et aux services publics et privés nécessitant un appui ponctuel dispensé par des professionnels expérimentés dans ces thématiques parfois complexes, preuve en sont les centaines de consultations spécialisées données par téléphone. Les prestations assurées par le SSI-CH sont uniques et ne sont pas effectuées par d'autres services de l'Etat.

C'est pourquoi le Conseil d'Etat soumet le présent projet de loi au Grand Conseil. Le montant de 350 000 F doit permettre au SSI de poursuivre ses activités et assurer sa pérennité.

Nous vous remercions, Mesdames et Messieurs les députés, de bien vouloir réserver un accueil favorable à ce projet de loi.

Annexes :

- 1) *Principaux fondements juridiques des activités du SSI-CH*
- 2) *Présentation synoptique des prestations du SSI-CH*
- 3) *Liste des membres du Conseil de Fondation du SSI-CH*
- 4) *Comptes d'exploitation et bilan au 31.12.2002*
- 5) *Budget 2003 et 2004*



## PRINCIPAUX FONDEMENTS JURIDIQUES DES ACTIVITES DU SSI-CH

Les activités de la Fondation suisse du Service Social International ont trait à la protection de l'enfant et de la famille entre la Suisse et l'étranger. De cette manière, elle contribue au respect des engagements internationaux que la Suisse a souscrit en la matière. Ces obligations internationales ressortissent en particulier des instruments suivants :

- Convention relative aux droits de l'enfant du 20 novembre 1989
- Pacte relatif aux droits économiques, sociaux et culturels du 16 décembre 1966
- Pacte relatif aux droits civils et politiques du 16 décembre 1966
- Convention de La Haye concernant la compétence des autorités et la loi applicable en matière de protection des mineurs du 5 octobre 1961
- Convention européenne en matière d'adoption des enfants du 24 avril 1967
- Convention européenne sur la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière de garde des enfants et le rétablissement de la garde des enfants du 20 mai 1980
- Convention de La Haye sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants du 25 octobre 1980
- Convention de New York sur le recouvrement d'aliments à l'étranger du 20 juin 1956

Par ailleurs, les activités du SSI peuvent, s'agissant de situations transnationales, contribuer à la mise en œuvre du droit interne. Outre la Constitution fédérale, on citera plus particulièrement à cet égard le code civil suisse, et notamment les règles relatives :

- Au nouveau droit du divorce (écoute de l'enfant, enquête préalable à la décision d'attribution à l'un des parents de l'autorité parentale et de la garde),
- Aux mesures de protection de l'enfant (dont le retrait de garde et le placement)
- Au droit de l'adoption (notamment en vue de la vérification du consentement des parents biologiques).

On citera encore les lois fédérales régissant le droit de connaître ses origines ou encore le droit au regroupement familial, ainsi que les récents textes fédéraux et cantonaux visant à favoriser l'intégration des étrangers, cette intégration étant considérée par la Confédération comme « *une tâche pluridisciplinaire que la société et les autorités au plan fédéral, cantonal, communal ou local se doivent de prendre en compte (...)* » (art. 3 de l'ordonnance sur l'intégration des étrangers » du 13.09.2000).

Enfin, sur le plan du droit cantonal, il sied de relever que suite à l'abrogation, en vigueur dès le 1<sup>er</sup> janvier 2002, de l'art. 8A de la loi cantonale sur l'avance et le recouvrement des pensions alimentaires, les avances sont désormais versées sans conditions si le débiteur quitte la Suisse pour s'installer à l'étranger. Cela étant, l'approche amiable proposée par le SSI constitue à n'en pas douter une alternative effective, afin de rappeler ce débiteur à ses responsabilités et obtenir de lui le versement des pensions dues, non seulement s'agissant des arriérés, mais aussi des montants dus à l'avenir. Dans cette mesure, le recours au SSI peut permettre des économies substantielles pour le contribuable genevois.

Le soutien des autorités genevoises permettrait, en conséquence, que l'ensemble des règles de notre ordre juridique concernant les enfants et les familles prévalent aussi pour ceux, toujours plus nombreux, qui sont séparés ou déplacés par-delà les frontières.



## PRÉSENTATION SYNOPTIQUE DES PRESTATIONS DU SSI

THÈMES	Nombre de cas pour 2001 = 936		BÉNÉFICIAIRES	PRESTATIONS EN SUISSE	PRESTATIONS À L'ÉTRANGER
	cas	%			
<b>1. Enlèvements d'enfants</b>	<b>33</b>	<b>3,5 %</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Parents victimes</li> <li>• Protection de la Jeunesse</li> <li>• Services sociaux</li> <li>• Autorité centrale</li> <li>• Avocats</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Renseignements juridiques et pratiques concernant la prévention</li> <li>• Conseil sur les démarches à entreprendre après l'enlèvement d'enfant</li> <li>• Orientation vers les autorités et les services compétents</li> <li>• Coordination des diverses interventions</li> <li>• Soutien sur le plan psychologique et social du parent lésé</li> <li>• Informations sur le droit étranger</li> <li>• Maintien du contact avec l'enfant et les parents en Suisse</li> <li>• Organisation d'un soutien psychologique pour les enfants et les parents</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Travail de négociation auprès du parent ravisseur</li> <li>• Etablissement de rapports sociaux sur les conditions de vie de l'enfant</li> <li>• Organisation d'un suivi et d'une reprise de contact entre les membres de la famille séparée</li> <li>• Organisation du retour et du suivi de l'enfant</li> </ul>
<b>2. Enfants maltraités</b>	<b>110</b>	<b>12%</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Particuliers</li> <li>• Autorités (services sociaux, service de protection de la jeunesse,</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Contact avec les autorités compétentes afin que des mesures immédiates pour la protection de l'enfant soient prises</li> <li>• Coordination des diverses</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Contact avec les autorités compétentes à l'étranger afin que les mesures immédiates de protection de l'enfant soient prises</li> </ul>

THÈMES	Nombre de cas pour 2001 = 936		BÉNÉFICIAIRES	PRESTATIONS EN SUISSE	PRESTATIONS À L'ÉTRANGER
	cas	%			
			service du Tuteur Général etc.)	<ul style="list-style-type: none"> <li>interventions</li> <li>Information sur les procédures à suivre, les possibilités légales, les lieux d'accueil et de soutien</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>établissement d'une enquête sociale sur la situation familiale afin que les autorités suisses puissent statuer dans l'intérêt de l'enfant.</li> </ul>
<b>3. Adoptions nationales et internationales</b>	<b>117</b>	<b>12,5%</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Parents adoptifs</li> <li>Personnes adoptées</li> <li>Services de protection de la jeunesse</li> </ul>	<p>1) <b>Adoption :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Informations générales sur l'adoption (procédures administratives, lieux d'informations spécialisés...)</li> <li>Aspects juridiques de l'adoption (législation suisse, législations étrangères, conventions internationales, reconnaissance de jugements d'adoption entre la Suisse et l'étranger...)</li> <li>Publication d'une brochure sur les intermédiaires en adoption</li> <li>Mise à disposition de documentation</li> </ul>	<p>1) <b>Adoption:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Obtention de documents officiels (ex. certificat de décès)</li> <li>Rapport social sur le passé de l'enfant dans son pays d'origine / rapport social sur les conditions de vie des parents naturels de l'enfant et sur les raisons de l'abandon</li> <li>Vérification du consentement à l'adoption des autorités du pays d'origine</li> <li>Transmission de rapports d'évaluation sur les futurs parents adoptifs sur demande des autorités étrangères ou suisse (suisses de l'étranger)</li> <li>Transmission de rapports de suivi du</li> </ul>
<b>Recherches des origines</b>	<b>67</b>	<b>7,5%</b>		<p>2) <b>Recherches de parenté :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Informations sur les aspects législatifs et pratiques en Suisse</li> <li>Informations sur les aspects législatifs et pratiques étrangers</li> </ul>	

THÈMES	Nombre de cas pour 2001 = 936		BÉNÉFICIAIRES	PRESTATIONS EN SUISSE	PRESTATIONS À L'ÉTRANGER
	cas	%			
4. Pensions alimentaires	40	4,5%	<ul style="list-style-type: none"> <li>Créanciers privés</li> <li>Bureaux d'avances et de recouvrement de pensions alimentaires</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Informations sur les difficultés (juridiques, psychologiques et pratiques) impliquées par ces recherches</li> <li>Mise à disposition de documentation</li> </ul> <p>3) <b>Travail général</b> Information / formation, concept sur la mise en œuvre de la convention de la Haye</p>	<p>placement de l'enfant</p> <p>2) Recherches de parenté :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Recherche de membres de la famille d'origine à l'étranger</li> <li>Soutien, conseil et accompagnement dans la démarche et la (re)prise de contact</li> </ul> <ul style="list-style-type: none"> <li>Intervention à l'amiable auprès du débiteur afin de renforcer son sentiment de responsabilité vis-à-vis de son enfant et arranger des modes de paiement</li> <li>Rétablissement des liens entre le débiteur et son/ses enfant(s)</li> <li>Evaluation de la situation personnelle et financière du débiteur</li> </ul>

THÈMES	Nombre de cas pour 2001 = 936		BÉNÉFICIAIRES	PRESTATIONS EN SUISSE	PRESTATIONS À L'ÉTRANGER
	cas	%			
5. Consultations pour couples binationaux	52	5,5%	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Personnes directement intéressées</li> <li>2. Entourage</li> <li>3. Services sociaux</li> </ol>	<p>1. Informations administratives et juridiques sur:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• formalités de mariage en Suisse et à l'étranger</li> <li>• droit du mariage, de la famille et du divorce suisse et étranger</li> <li>• droit de la nationalité suisse et étranger</li> <li>• droit suisse des étrangers</li> </ul> <p>2. Orientation et conseil socio-culturels:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• religion</li> <li>• traditions</li> <li>• langue</li> <li>• conception de la famille</li> <li>• difficultés relationnelles</li> </ul>	

THÈMES	Nombre de cas pour 2001 = 936		BÉNÉFICIAIRES	PRESTATIONS EN SUISSE	PRESTATIONS À L'ÉTRANGER
	cas	%			
6. Droits parentaux	95	10%	<ul style="list-style-type: none"> <li>• L'enfant et les parents concernés</li> <li>• Services de protection de la jeunesse</li> <li>• Tribunaux</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Information sur le droit suisse et étranger</li> <li>• Coordination des diverses interventions</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Etablissement de rapports sociaux sur les situations familiales à l'étranger et transmission aux autorités compétentes afin qu'elles puissent décider en connaissance de cause et dans le meilleur intérêt de l'enfant</li> <li>• Rétablissement ou maintien du contact entre les membres de la famille</li> <li>• Soutien à la recherche de solutions pour faciliter les visites entre l'enfant et le parent séparé ainsi que pour parvenir à un arrangement entre les deux parents</li> </ul>

THÈMES	Nombre de cas pour 2001 = 936		BÉNÉFICIAIRES	PRESTATIONS EN SUISSE	PRESTATIONS À L'ÉTRANGER
	cas	%			
7. Mineurs non accompagnés (MNA)	100	9,5%	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Demandeurs d'asile mineurs non-accompagnés de leurs parents</li> <li>• Services de protection de la jeunesse, services du Tuteur Général</li> <li>• Polices cantonales des étrangers / offices cantonaux de la population</li> <li>• Office fédéral des réfugiés</li> <li>• Office fédéral des étrangers</li> <li>• CRA</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Assistance juridique durant la procédure et le séjour en Suisse, sur mandat pour certains cantons</li> <li>• Aide au regroupement familial</li> <li>• Préparation du retour du MNA dans son pays d'origine ou dans un pays tiers.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Recherche de la famille et de la parenté du mineur</li> <li>• Etablissement d'une enquête sociale sur la situation dans le pays d'origine, sur les possibilités d'accueil sur place, et proposition de mesures de soutien dans le pays d'origine du MNA</li> <li>• Aide au regroupement familial</li> <li>• Préparation du retour du MNA dans son pays d'origine ou dans un pays tiers</li> <li>• Mise en oeuvre et supervision de mesures d'accompagnement dans le pays d'origine</li> </ul>
8. Consultations en matière de droit des étrangers	260	28%	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Etrangers vivant en Suisse et/ou leurs proches</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Consultations ponctuelles</li> <li>• Assistance juridique en matière de regroupement familial, de difficultés concernant les autorisations de résidence, d'asile, de naturalisation, d'apatridie</li> <li>• Coordination des diverses interventions</li> </ul>	

THEMES	Nombre de cas pour 2001 = 936		BÉNÉFICIAIRES	PRESTATIONS EN SUISSE	PRESTATIONS À L'ÉTRANGER
	cas	%			
9. Consultations en matière d'assurances sociales	19	2%	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Etrangers vivant en Suisse</li> <li>• Suisses se préparant à immigrer à l'étranger</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Consultations</li> </ul>	
10. Divers	43	5%	Par exemple : Changement de nom SSI - Italie = 30 cas	Obtention d'un document Formation et études	



FONDATION SUISSE  
DU SERVICE SOCIAL INTERNATIONAL  
SCHWEIZERISCHE STIFTUNG  
DES INTERNATIONALEN SOZIALDIENSTES

10, Rue A.-Vincet  
Case postale 1469  
CH-1211 Genève 1  
t +41 - 22 731 67 00  
f +41 - 22 731 67 65  
ssi@ssiss.ch  
www.ssiss.ch

Hofwiesenstrasse 3  
CH-8057 Zürich  
t +41 - 1 363 98 80  
f +41 - 1 363 98 81

## MEMBRES DU CONSEIL DE FONDATION 2002

### **Monsieur Francis A. LEONARD**

Président – Professeur d'université  
Sur-le-Chêne  
1115 Vullierens

### **Madame Regina AEPPLI**

Juriste – Conseillère nationale  
Spiegelhofstrasse 28  
8032 Zürich

### **Madame Michèle BERGER-WILDHABER**

Conseillère aux États  
Rue de la Dîme 80  
2000 Neuchâtel

### **Monsieur Jean-Bernard CASTELLI**

Vice-Président – Consultant  
Le Chaffard  
1176 St. Livres

### **Madame Marie-Françoise DE TASSIGNY**

Déléguée à la petite enfance de la ville de Genève  
Délégation petite enfance  
Av. Dumas 24  
1206 Genève

### **Monsieur André DUNANT**

Consultant en justice juvénile  
Av. Suisse 8  
1226 Thonex



**Monsieur Maurice MARTHALER**

Juriste  
Rue du Commerce 55  
2300 La Chaux-de-Fonds

**Madame Lucrezia MEIER-SCHATZ**

Pro-Familia – Conseillère nationale  
Haus zum Bädli  
9127 St. Peterszell

**Monsieur Christian MOSSAZ**

Trésorier – Directeur de banque  
Rue Louis Curval 1  
1206 Genève

**Madame Brigitte POLONOVSKI VAUCLAIR**

Consultante  
Rue de Lausanne 143  
1202 Genève

**Monsieur Jean-Marc SAUVANT**

Juriste  
Les Grandes Vignes  
1586 Vallamand-Dessus

**Monsieur Urs SCHNEIDER**

Economiste  
Rue Vautier 17  
1227 Carouge

**Monsieur Raymond SPIRA**

Ancien Juge fédéral  
Ch. des Prés-Verts 14  
2300 La Chaux-de-Fonds

**Monsieur Robert G. TOLETTI**

Ancien Directeur multinationale  
Ch. des Chevreuils  
1272 Genolier

# 2002

## Bilan / Bilanz Compte d'exploitation / Betriebsrechnung Contributions financières / Finanzielle Beiträge Donateurs / Gönner



FONDATION SUISSE DU SERVICE SOCIAL INTERNATIONAL  
SCHWEIZERISCHE STIFTUNG DES INTERNATIONALEN SOZIALDIENSTES  
FONDAZIONE SVIZZERA DEL SERVIZIO SOCIALE INTERNAZIONALE  
SWISS FOUNDATION OF THE INTERNATIONAL SOCIAL SERVICE

Rue Alfred-Vincent 10 – Case 1469 – 1211 Genève 1  
Tél.: 022-731 67 00 – Fax: 022-731 67 65

Hofwiesenstrasse 3 – 8057 Zürich  
Tel.: 01-363 98 80 – Fax: 01-363 98 81

E-Mail: [ss@ssiss.ch](mailto:ss@ssiss.ch) – [www.ssiss.ch](http://www.ssiss.ch) – CCP: 125490-5

## BILAN / BILANZ

	2002	2001
<b>Actifs</b>		
Caisse	849	1822
CCP	244'469	25'025
Banque - UBS	143	260
Banque - BCG	0	35'788
Banque - BCG Epargne	0	125'969
Banque - BCG c/placement	0	0
Dépôt titres	0	0
Actifs transitoires	66'393	59'202
Impôt anticipé	5'141	4'803
Mobilier	1	1
	<b>318'937</b>	<b>214'884</b>
<b>Passifs</b>		
Passifs transitoires et fournisseurs	110'283	95'275
Banque - BCG compte courant	139'937	
<b>Provisions et réserves</b>		
Provision renouvellement documentation et publications	0	30'000
Développement programmes	0	18'476
Fonds aménagement et équipement	0	0
Provision générale	0	0
Provision pour couverture salariale	80'000	80'000
Provision pour projets d'adoption		40'000
Provision pour fonds de soutien des utilisateurs SSI-CH		240'000
Provision pour formation réseau SSI		100'000
Provision pour séminaire "enlèvements d'enfants"		22'000
Provision pour projet MNA	20'000	20'000
<b>Actifs</b>		
Kassa		
Rostcheckguthaben		
Bank - SBV		
Bank - BCG		
Bank - BCG Sparkonto		
Bank - BCG Anlagekonto		
Wertpapierdepot		
Transitorische Aktiven		
Vermögenssteuer		
Mobilien		
<b>Passiven</b>		
Transitorische Passiven & Lieferanten		
Bank - BCG Kontokorrent		
<b>Rückstellungen</b>		
Rückst. Dokumentation & Veröffentlichungen		
Entwicklung Programme		
Ernenenng Einrichtung & Mobilien		
Verschiedene Rückstellungen		
Rückstellung für die Lohnkosten		
Rückstellung für Adoptionsprojekte		
Rückstellung für den Unterstützungsfond zugunsten der Benutzer der Stiftung		
Rückstellung für die Ausbildung der SSI Network-Partner		
Rückstellung für das Seminar "Kindesenführungen"		
Rückstellung für das Projekt MNA		

	2002	2001
<b>Fonds propres</b>		
Capital de dotation	20'000	20'000
Fonds de garantie	30'000	30'000
Excédent des revenus sur les dépenses reportées	18'732	17'942
<b>Insuffisance / Excédent des revenus sur les dépenses de l'exercice</b>	<b>- 101'956</b>	<b>791</b>
<b>Fehlfunde / Überschuss-Einnahmen</b>	<b>315'956</b>	<b>714'733</b>

### COMPTE D'EXPLOITATION / BETRIEBSRECHNUNG

	2002	2001
<b>Recettes</b>		
Contributions publiques:		
- Confédération	100'000	87'300
- Cantons & Principauté du Liechtenstein	274'769	246'408
- Canton de Genève	50'000	50'000
- Contribution extraordinaire du Canton de Genève	175'000	0
- Communes	42'892	42'070
- Ville de Genève	9'000	9'000
Dissolution provisions	210'476	312'602
Dons	85'275	81'942
Donation Loterie romande	180'000	0
Divers, intérêts bancaires et CCP	965	3'655
Facturation dossiers	90'304	136'707
Facturation publications	28'317	10'222
Séminaires	0	1'333
Mandats DDC / MNA / Fachstelle für Adoption / Documentaliste	175'492	78'106
<b>Recettes ordinaires</b>	<b>1'422'190</b>	<b>1'057'315</b>

J.

Dépenses	2002	2001
<b>Aufwendungen</b>		
Pensionsaufwand	1'191'998	1'013'545
Miete und Nebenkosten	91'572	68'464
Administrativer Aufwand	1'041'025	737'767
Einrichtung & Mobilien	65'308	75'735
Honorare	10'267	14'587
Veröffentlichungen & Informationen	62'084	46'188
Allgemeiner Aufwand	431'177	563'064
General Sekretariat & Verschiedenes	24'746	29'203
Laufende Projekte	171'269	0
<b>Ordentliche Aufwendungen</b>	<b>15'64'446</b>	<b>13'77'554</b>
<b>Dépenses ordinaires</b>		
Insuffisance des recettes sur les dépenses	341'956	342'209

Recettes extraordinaires	2002	2001
<b>Ausserordentliche Einnahmen</b>		
Stiftung Mercator	0	500'000
Aufhebung von Reserven zur Deckung des Defizits	240'000	207'000
<b>Ausserordentliche Aufwendungen</b>		
Rückstellung für Erneuerung Dokumentation & Publikation	0	-30'000
Rückstellung für Adoptionsprojekte		
Rückstellung für den Unterstützungsfond zugunsten der Benutzer der Stiftung	0	-240'000
Rückstellung für die Ausbildung der SSI Network-Partner	0	-20'000
Rückstellung für die Lohnkosten	0	-80'000
Rückstellung für das Seminar "Kindesentführungen"	0	-22'000
Rückstellung für das Projekt MNA		
<b>Fehlende / überschüssige Einnahmen</b>	<b>-101'956</b>	<b>731</b>
<b>Recettes extraordinaires</b>		
Fondation Mercator		
Dissolution de provisions pour couverture déficit		
<b>Charges extraordinaires</b>		
Provision pour renouvellement documentation et publications		
Provision pour projets d'adoption		
Provision pour fonds de soutien des utilisateurs SSI-CH		
Provision pour formation réseau SSI		
Provision pour couverture salariale		
Provision pour séminaire "enlèvements d'enfants"		
Provision pour projet MNA		
<b>Insuffisance/excédent des recettes</b>	<b>-101'956</b>	<b>731</b>

# EN 2002, NOUS AVONS BENEFICIE DE L'APPUI ET/OU DU SOUTIEN FINANCIER : UNTERSTÜTZUNG UND/ODER FINANZIELLE BEITRÄGE IM JAHR 2002:

DE LA CONFEDERATION / BUND	COMMUNES / GEMEINDEN:	65-40 Castaneda	TI	9326 Horn	TG
	5000 Aarau	6330 Cham	ZG	6048 Horw	LU
	4147 Aesch	7002 Chur	GR	6331 Hünenberg	ZG
DES CANTONES / KANTONE:	1288 Aire la Ville	2822 Courroux	JU	3063 Ittingen	BE
	4123 Allschwil	1299 Crans près Céligny	GE	8645 Jona	SG
Appenzell AI	6055 Alpnach	6383 Dallenwil	NW	1254 Jussy	GE
Appenzell AR	9450 Altstätten	9113 Degersheim	SG	4303 Kaiseraugst	AG
Basel-Land	8580 Amriswil	2800 Delémont	JU	6400 Kerns	OW
Basel-Stadt	6517 Arbedo	1135 Denens	VD	6064 Kerns	OW
Bern/Berne	4144 Arlesheim	8953 Dietikon	ZH	3210 Kerzers	FR
Fribourg/Freiburg	6415 Arth	7013 Domat	GR	4496 Kilchberg	BL
Glarus	9434 Au	1905 Dorénaz	VS	8280 Kreuzlingen	TG
Graubünden	1966 Ayent	3186 Dürdingen	FR	2520 La Neuveville	BE
Jura	6478 Azmoos	9453 Eichberg	SG	3177 Laupen	BE
Neuchâtel	6341 Baar	8840 Einsiedeln	SZ	7543 Lavin	GR
Obwald	9436 Balgach	6021 Emmenbrücke	LU	1347 Le Chenit	VD
Schaffhausen	6930 Bedano	4952 Eriswil	BE	2525 Le Landeron	NE
Schwyz	3123 Belp	2063 Fenin-Villars-Saule	NE	6556 Leggia	TI
Solothurn	8415 Berg am Irchel	1925 Finhaut	VS	3706 Leissigen	BE
Ticino	2544 Bettlach	8500 Frauenfeld	TG	2345 Les Breleux	NE
Uri	4562 Biberist	8214 Gächingen	SH	4654 Lostorf	SO
Valais/Wallis	8242 Bibern	8152 Glattburg	ZH	4932 Lotzwil	BE
Vaud	5242 Birr	2540 Grenchen	SO	6002 Luzern	LU
Zug	4127 Birsfelden	3785 Gsteig	BE	3250 Lyss	BE
Zürich	2555 Brugg	8915 Hausen am Albis	ZH	7304 Mattenfeld	GR
	3400 Burgdorf	3412 Heimiswil	BE	8708 Männedorf	ZH
	6952 Canobbio	6052 Hergiswil	NW	1633 Marsens	FR
		8704 Herrliberg	ZH	8124 Maur	ZH

6344 Meierskappel	LU	1213 Onex	GE	3662 Seftigen	BE	6833 Vacallo	TI
3045 Meikirch	BE	1350 Orbe	VD	9475 Sevelen	SG	7082 Vaz	GR
1250 Meinier	GE	6945 Origlio	TI	5643 Sins	AG	1290 Versoix	GE
6850 Mendrisio	TI	2603 Péry	BE	1900 Sion	VS	1752 Villars sur Glane	FR
2827 Mervelier	JU	1228 Plan les Ouates	GE	8370 Simach	TG	6632 Vogorno	TI
1217 Meyrin	GE	6988 Ponte Tresa	TI	4500 Solothurn	SO	5436 Würenlos	AG
1295 Mies	GE	2900 Porrentruy	JU	3700 Spiez	BE	8468 Waltalingen	ZH
6922 Morcote	TI	2562 Port	BE	9000 St. Gallen	SG	5430 Wettigen	AG
3110 Münsingen	BE	7742 Poschiavo	TI	4802 Strengelbach	AG	9443 Widnau	SG
3225 Müntschemier	BE	8640 Rapperswil	SG	1025 St-Sulpice	VD	8492 Wila	ZH
3074 Muri b/Bern	BE	2732 Reconville	BE	6808 Torricella	TI	5210 Windisch	AG
6345 Neuheim	ZG	5734 Reinach	AG	1552 Trey	VD	8400 Winterthur	ZH
2560 Nidau	BE	1908 Riddes	VS	1929 Trient	VS	6110 Wolhusen	LU
8309 Nürensdorf	ZH	4125 Riehen	BS	4632 Trimbach	SO	3076 Worb	BE
6315 Oberägeri	ZG	6343 Rotkreuz	ZG	1256 Troinex	GE	3920 Zermatt	VS
3096 Oberbalm	BE	8332 Russikon	ZH	7559 Tschlin	GR	3052 Zollikofen	BE
9245 Oberbüren	AG	6072 Sachseln	OW	6253 Uffikon	LU	4528 Zuchwil	SO
3414 Oberburg	BE	6214 Schenkon	LU	8142 Utikon	ZH	6301 Zug	ZG
5036 Oberentfelden	AG	8952 Schlieren	ZH	6314 Unterägeri	ZG	8126 Zumikon	ZH
4104 Oberwil	BL	8603 Schwerzenbach	ZH	8882 Unterterzen	SG		

**DONATEURS / GÖNNER**

Stiftung Mercator	1005 Lausanne	J.J. Bolli-Griesser	8500 Frauenfeld	Barbara Herzer	9102 Herisau
Loterie suisse-romande	8002 Zürich	Alex Buob	4600 Olten	Jean-Claude Hentsch	1246 Corsier
Fondation Hans Wilsdorf	1211 Genève	Madeleine Burnier	1800 Vevey	Madeleine Hoffmann	8142 Ulitikon
Louise-Misteli-Stiftung	3001 Bern	Christian Brustlein	1066 Epalinges	Bernard Hofmeister	1003 Lausanne
T. und H. Klüber-Stiftung	6072 Sachseln	R. Brüttsch-Meynard	3006 Bern	André Holenstein	3012 Bern
Oertli Stiftung	8038 Zürich	Madeleine Castella	1095 Lutry	C. Hunziker de Meuron	1110 Morges
Oly S.A.	1701 Fribourg	Jean-Paul Chapuis	4104 Oberwil	Daniel Jaccaz	1244 Choulex
Minu Balkanski	1660 Château-d'Oex	Roselyne de Chollet	1700 Fribourg	Martin Jaques	1205 Genève
Schweizerische Gemeinnützige Gesellschaft	8042 Zürich	Jong-Ook Choi	8406 Winterthur	Dominique Jaques	1205 Genève
Fondation M. & Mme D. Bulin-Ponson-Robert	2000 Neuchâtel	Alain Corthésy	1400 Yverdon	Daniel Joggi	1270 Trelex
		Pierre Coigny	1400 Yverdon	Sigrîd Joss-Arnî	3074 Muri b/Bern
		Madeleine Corbat	3011 Bern	Etiennne Junod	1233 Bernex
		Jacques Cugny	1296 Coppet	Jean-Louis Junod	1003 Lausanne
		Edouard Decazes	1006 Lausanne	Bruno de Kalbermatten	1008 Jouxteus
Janine Afenduli	1012 Lausanne	Laurence Deonna	1205 Genève	Anne Kallenberger	8942 Oberrieden
Bernhard Aeby	3006 Bern	Ariette Devanthery	1920 Martigny	Laurent Kleiber	2802 Develier
H. Altherr	9043 Trogen	Françoise Drevisci	1006 Lausanne	Marianne Korff	1245 Collonge
Danièle Arnstein	1009 Pully	Arielle Dumusque	1814 Tour de Peilz	Thomas Krebs	3097 Liebefeld
Doris Arm-Hinderling	3047 Bremgarten	Madeleine Duvoisin	1400 Yverdon	Bruno Lechmann	9500 Wil
Carmen Barras	1095 Lutry	Anne Ebersberger	1110 Morges	Valentin Malamoud	7512 Champfêr
Gertrud Baumann	3074 Muri b/Bern	Ruth Egger	3186 Düdingen	Thomas Mächler	4057 Basel
Florence Beck	1028 Prêverenges	Olivier Etienne	1066 Epalinges	Alfred Maurer	8033 Zürich
Tino Bentele	9303 Wittenbach	John Fleuti	8143 Stallikon	Sabine de Meuron	1009 Pully
Anna Berardi	1213 Onex	Franz Fournier	4563 Gerlafingen	Georges Michaud	1010 Lausanne
Claire Bermane	1005 Lausanne	Monika Frehner	9008 Herisau	Anne Michel	1023 Crissier
Jacques Berthoud	1231 Conches	Sally Frommer	4052 Basel	Jean-Léopold Micheli	1005 Lausanne
Andreas Blumenstein	3012 Bern	Emanuel Glutz	1095 Lutry	Eduard Minder	8266 Steckborn
Ernst Bloch	8212 Neuhausen	Gonthier & Schneeberger	1077 Servion	François Monnier	1196 Gland
Raymond Bloch	3074 Muri	Bernhard Hauser	7320 Sargans	E. Moser	3006 Bern
Monique Bory	1296 Coppet	N. G. Hayek	8027 Zürich	Peter von der Mühl	4142 Münchenstein



Georges Muller	1006 Lausanne	Ursula Stöckli	3172 Niederwangen
Hans R.Naegeli	8053 Zürich	R. & B. Straub	8044 Zürich
Hans-Jakob Nidecker	4058 Basel	Margrith Strittmatter	9302 Kronbühl
Alfred von Overbeck	1162 St Prex	Ideliette Studer	1071 Chexbres
Robert Piaget	1002 Lausanne	Hans Sturm	9122 Mogelsberg
Suzanne Piguet	1400 Yverdon	Hugo Suter	9608 Ganterswil
Anne de Palézioux	1142 Pampligny	Jacques Theumann	1025 St-Sulpice
Elisabeth Pletscher	9043 Trogen	S. Thordai-Schweizer	4054 Basel
Michel Posternak	1815 Clarens	Marie-Louise Toledo	1205 Genève
Sandra Pradervand	1261 Gingins	Robert G. Toletti	1272 Genolier
Marta Preisig	9100 Herisau	Marius Vaucher	1012 Lausanne
Patrick de Rahm	1006 Lausanne	Pierre Vermeil	1012 Lausanne
William de Rham	1025 St-Sulpice	Françoise Vuilleumier	1004 Lausanne
Sitta Revillard	1226 Thônex	Nancy Vuilleumier	8057 Zürich
Linette Rindlisbacher	8000 Zürich	Abraham Wallerstein	1009 Pully
Ernst Ritter	8200 Schaffhausen	Albéric de Weck	1700 Fribourg
P. Rochat	1162 St. Prex	Regula Weder	9000 St. Gallen
Hans Rügger	5000 Aarau	Philippe de Werra	1772 Grolley
Harro Sachs	3612 Steffisburg	Denise Werner	1206 Genève
Thomas von Salls	8702 Zollikon	Herbert Wolfier	8400 Winterthur
Suzette Sandoz	1009 Pully	Christine Zbinden	5430 Wettingen
Beatrice Schering	3665 Wattenwil	R. Zizzi	8266 Steckborn
Christine Schmid	3400 Burgdorf	Ruedi Zollinger	9533 Kirchberg
Fritz Schmorf	8706 Meilen		
Jean-Jacques Schwaab	1097 Rieux		
Albert Stahel	1000 Lausanne		
Marta Steger	8032 Zürich		
R. Steiner	8400 Winterthur		
Simone Steiner	3000 Bern		
Martin Stettler	1137 Yens		
Monika Stillhart	9500 Wil		
Trudi Stich	4143 Dornach		

Un chaleureux merci a tous!  
Herzlichen Dank an alle!

DIAE  
Domaine de l'eau  
Direction

**TAXE ANNUELLE D'EPURATION**  
(montants TVA incluse)

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Taxe appliquée [ct/m <sup>3</sup> ] L 2 05.21	85	96	96	105	105	120	135		
Taxe planifiée [ct/m <sup>3</sup> ]	85	97	117	126	131	138	141	144	148
Taxe hors canton appliquée [ct/m <sup>3</sup> ]	62	67	67	78	78	95	107		
Taxe hors canton planifiée [ct/m <sup>3</sup> ]	62	75	97	106	111	118	121	124	129

Remarque :  
Les taxes planifiées sont issues du rapport de la commission des travaux et de la commission de l'environnement et de l'agriculture du 19 novembre 1996

Fondation Suisse du Service Social International  
**Effectif 2002 + BUDGET 2003 et 2004**

Budget 2003 Budget 2004 Budget 2004 Commentaires

Effectif 2002 sans projet de loi GE avec projet de loi GE sans projet de loi GE Budget 2004 Budget 2004 Budget 2004 Commentaires

**Produits**

**Pouvoirs publics**

	Effectif 2002	loi GE	Budget 2003	avec projet de loi GE	Budget 2004	sans projet de loi GE	Budget 2004	avec projet de loi GE	Commentaires
6000 Confédération	100'000.00		100'000.00		98'000.00		98'000.00		
6001 Cantons sans Genève	275'000.00		250'000.00		250'000.00		250'000.00		
6002 Communes	52'000.00		65'000.00		60'000.00		60'000.00		
6001 Canton de Genève DIP subv. Extr.	175'000.00		0.00		0.00		0.00		
6005 Canton de Genève financé par Dept. A. S.	50'000.00		50'000.00		50'000.00		50'000.00		
6001 Projet de loi Canton de Genève	0.00		300'000.00		0.00		350'000.00		

**Recettes propres**

6100 Facturation	118'288.00		186'000.00		150'000.00		150'000.00	
6500 Projets et publications	14'512.00		45'000.00		10'000.00		10'000.00	
6600 Manifestation	1'341.00		15'000.00		10'000.00		10'000.00	
6130 Divers	965.00		0.00					

**Dons**

6310 Amis	15'625.00		5'000.00		10'000.00		10'000.00	
6309 Sponsor	69'650.00		15'000.00		30'000.00		30'000.00	
6312 Mercator *	222'314.00		87'000.00		100'000.00		100'000.00	*2004, pas encore assuré
6311 Loterie romande	180'000.00							

**Projets**

Mercator pour projet Est	73'224.00		50'000.00		50'000.00		50'000.00	
Mercator pour projet Afrique	77'462.00		58'000.00		50'000.00		50'000.00	
Etat de Genève pour projet Afrique	0.00		60'000.00		57'000.00		57'000.00	

**Mandats**

6202 DEZA Bulgarie	0.00		64'000.00		60'000.00		60'000.00	
6206 DEZA secrétariat	0.00		20'000.00		20'000.00		20'000.00	
6204 DEZA	64'716.00		40'000.00		20'000.00		20'000.00	
6203 Fachstelle	50'181.00		50'000.00		60'000.00		60'000.00	
6005 Documentaliste financé par direction protection de la jeunesse	45'000.00		45'000.00		45'000.00		0.00	

**Total**

1'585'278.00	1'205'000.00	1'505'000.00	1'130'000.00	1'385'000.00
--------------	--------------	--------------	--------------	--------------

Dissolution de provision

**Total**

1'657'363.00	1'205'000.00	1'505'000.00	1'130'000.00	1'385'000.00
--------------	--------------	--------------	--------------	--------------

Bénéfice / Perte

-10'1956.00	-26'1505.00	38'495.00	-27'1500.00	-16'500.00
-------------	-------------	-----------	-------------	------------

Fondation Suisse du Service Social International  
**Effectif 2002 + BUDGET 2003 et 2004**



**Charges**

**Effectif 2002**    **Budget 2003**    **Budget 2003**    **Budget 2004**    **Budget 2004**  
 sans projet de    sans projet de    avec projet de    avec projet de    sans projet de  
 loi GE            loi GE            loi GE            loi GE            loi GE

3000	Salaires et charges	1'185'448.00	975'505.00	975'505.00	975'500.00	975'500.00
3010	Formations	6'550.00	7'500.00	7'500.00	5'000.00	5'000.00
3100	Loyer et charges	90'549.00	90'000.00	90'000.00	100'000.00	100'000.00
3200	Matériels, fournitures, entretien	44'470.00	20'500.00	20'500.00	20'000.00	20'000.00
3202	Mobiliers et machines	7'548.00	0.00	0.00		
3203	Frais installations ZH	17'182.00	0.00	0.00		
3204	Télécommunications	36'302.00	21'200.00	21'200.00	20'000.00	20'000.00
3206	Frais postaux	20'931.00	15'500.00	15'500.00	15'000.00	15'000.00
3208	Documentations	1'1614.00	9'800.00	9'800.00	7'000.00	7'000.00
3210	Frais bancaires	1'184.00			1'000.00	1'000.00
3300	Informatiques	47'730.00	13'000.00	13'000.00	10'000.00	10'000.00
3302	Traducteurs	9'016.00	9'500.00	9'500.00	5'000.00	5'000.00
3308	Fiduciaire	1'250.00			3'000.00	3'000.00
3401	Annonces	3'306.00			1'000.00	1'000.00
3402	Rapport annuel	11'270.00	7'500.00	7'500.00	7'500.00	7'500.00
3403	Brochures	27'762.00	26'700.00	26'700.00	0.00	0.00
3500	Frais déplacements	16'341.00	10'000.00	10'000.00	10'000.00	10'000.00
3502	Frais représentations	3'408.00	4'800.00	4'800.00	5'000.00	5'000.00
3505	Cotisations	1'060.00				
3506	Frais conseils	5'836.00			5'000.00	5'000.00
3507	Assurances	2'041.00	4'500.00	4'500.00	4'000.00	4'000.00
3509	Frais généraux	20'097.00	12'500.00	12'500.00	15'000.00	15'000.00
3512	Création de provision					
3600	Projet Est	73'224.00	50'000.00	50'000.00	50'000.00	50'000.00
3601	Projet Afrique	77'462.00	108'000.00	108'000.00	107'000.00	107'000.00
3602	Projet M.N.A.	0.00			20'000.00	20'000.00
3603	Projet centre compétence	9'888.00				
3604	Projets divers	0.00	80'000.00	80'000.00		
3605	Projet évaluation	10'700.00				
3606	Projet Conv. Haye	0.00				
35061	Secrétariat général	17'150.00			16'000.00	16'000.00
<b>Total</b>		1'759'319.00	1'466'505.00	1'466'505.00	1'401'500.00	1'401'500.00

Chiffres arrondis au francs



Département des finances  
Administration des finances de l'Etat

République et  
Canton de Genève



## PREAVIS TECHNIQUE

fonctionnement     boucllement  
 investissement     Autre

n° 36.00.00.365.50

### 1. Objet

Projet de loi attribuant une subvention extraordinaire de fonctionnement de 300 000 F en 2003 et une subvention cantonale annuelle de 350 000 F pour 2004 et 2005 à la Fondation Suisse du Service Social International.

### 2. Financement

Le crédit extraordinaire de fonctionnement de 300 000 F, sous la forme d'une subvention cantonale extraordinaire, ne figure pas au budget de fonctionnement 2003. Il sera comptabilisé en 2003 sous la rubrique 36.00.00.365.50.

Le crédit de fonctionnement de 350 000 F, sous la forme d'une subvention cantonale annuelle, sera inscrit au budget de fonctionnement dès 2004 sous la rubrique 36.00.00.365.50, pour les exercices 2004 et 2005.

### 3. Remarques

- En 2002, une subvention cantonale de fonctionnement de 50 000 F a été versée à la Fondation Suisse du Service Social International par le département de l'action sociale et de la santé (rubrique 84.11.00.365.12). Elle est prévue au budget 2003. En cas de vote du présent projet de loi, le soutien annuel accordé à cette institution en 2003 totalisera 350 000 F.  
Dès 2004, il apparaît selon l'exposé des motifs, que "le crédit annuel de 50 000 F inscrit au DASS jusqu'en 2003 est intégré au DIP pour atteindre une subvention annuelle totale de 350 000 F".
- Il ressort de l'exposé des motifs et du *Rapport de l'organe de révision et états financiers au 31.12.2002* de la Fondation, qu'une contribution extraordinaire de 175 000 F lui a été octroyée en 2002 par l'Etat de Genève. Compte tenu de la subvention du département de l'action sociale et de la santé, le soutien accordé à cette institution en 2002 s'élève à 225 000 F.
- En marge de la subvention de fonctionnement demandée dans le présent projet de loi, un montant global de 117 000 F sur deux ans (60 000 F en 2003, 57 000 F en 2004) a été accordé à la Fondation suisse du service social international dans le cadre de la loi sur le financement de la solidarité internationale du 5 octobre 2001 (D 1 06). L'exposé des motifs précise les spécificités de ce soutien.

  
Marc Gloria

  
Eve Vaissade

Genève, le 16 octobre 2003

N.B. : Le présent préavis technique est basé sur le PL et l'exposé des motifs transmis le 15 octobre 2003. L'Administration des finances de l'Etat n'est plus engagée en cas de modifications ultérieures à la date du préavis technique.

Pris connaissance le : 14.10.2003

Signature du responsable financier :

